

**PIECE JOINTE N°12**

**COMPTABILITE DU PROJET AVEC LES  
PLANS ET PROGRAMMES**

## **Table des matières**

I.	SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) .....	3
II.	SCHEMA d'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE) .....	5
III.	PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE ILE-DE-FRANCE.....	6
IV.	PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS .....	8
V.	PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD) .....	8

# **I. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE)**

La loi sur l'eau du 3 janvier 1992 (aujourd'hui intégrée dans le Code de L'Environnement) instaurant l'eau et les milieux aquatiques comme un patrimoine fragile et commun à tous, a mis en place des outils de planification décentralisée pour la mise en œuvre de la gestion globale et équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques : les SDAGE (Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux), pour chacun des 12 grands bassins hydrographiques français dont 7 pour la France métropolitaine.

Ils déterminent les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les aménagements à réaliser pour les atteindre.

Ces schémas constituent des documents de planification ayant une portée juridique envers les décisions publiques prises par l'Etat et les Collectivités Locales dans le domaine de l'eau.

L'établissement est implanté dans le bassin Seine-Normandie.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) réglementairement en vigueur est le SDAGE Seine-Normandie 2010-2015 suite à l'annulation de l'arrêté du 1er décembre 2015 adoptant le SDAGE du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands 2016-2021 et arrêtant le programme de mesures (PDM) 2016-2021.

L'annulation a été prononcée par jugements en date des 19 et 26 décembre 2018 du Tribunal administratif de Paris, à la demande d'UNICEM (Union nationale des industries de carrières et des matériaux de construction) régionales, de chambres départementales et régionales d'agriculture, ainsi que de fédérations départementales et régionales des syndicats d'exploitants agricoles.

Ce plan de gestion pour l'eau du bassin Seine-Normandie repose sur les enjeux suivants:

1. Protéger la santé et l'environnement - améliorer la qualité de l'eau et des milieux aquatiques ;
2. Anticiper les situations de crise, inondation et sécheresse ;
3. Renforcer, développer et pérenniser les politiques de gestion locale ;
4. Favoriser un financement ambitieux et équilibré.

Orientations fondamentales	Etat du projet
Défi 1 : Diminuer les pollutions ponctuelles des milieux par les polluants « classiques »	<p>Les eaux usées seront dirigées vers le réseau d'assainissement.</p> <p>Les eaux pluviales seront traitées par un séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Le site sera équipé de bassins de rétention souterrains afin de limiter le rejet des eaux pluviales.</p> <p>Aucun stockage de produits dangereux n'est prévu dans le cadre du projet.</p>
Défi 2 : Diminuer les pollutions diffuses des milieux aquatiques	Le projet n'est pas concerné par des pollutions diffuses provenant des terres agricoles, des jardins et des routes.
Défi 3 : Réduire les pollutions des milieux aquatiques par les substances dangereuses	<p>Les rejets aqueux ne seront pas effectués dans le milieu naturel.</p> <p>Aucun stockage de produits dangereux n'est prévu dans le cadre du projet.</p>
Défi 4 : réduire les pollutions microbiologiques des milieux	Les rejets aqueux ne seront pas effectués dans le milieu naturel.
Défi 5 : Protéger les captages pour l'alimentation en eau potable actuelle et future	Le site, n'est pas localisé dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage d'eau potable.
Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques	Les rejets aqueux ne seront pas effectués dans le milieu naturel.
Défi 7 : Gérer la rareté de la ressource en eau	Le projet de création d'un bâtiment à usage d'entrepôts engendrera de faibles consommations d'eau.
Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation	Le site n'est pas implanté en zone inondable.

**Le projet est compatible avec les orientations fondamentales du SDAGE Seine-Normandie.**

## II. SCHEMA D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DE L'EAU (SAGE)

Les Schémas d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) se fondent également sur les principes d'une gestion équilibrée et collective de la ressource en eau et des milieux aquatiques, formalisés dans la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et repris par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 (LEMA - cf. *Code de l'Environnement*, art. L. 210-1).

La commune du Plessis Pâté est concernée par le SAGE de la nappe de Beauce et de ses milieux aquatiques associés (*Source : Gest'eau*).

Le SAGE de la nappe de Beauce et de ses milieux aquatiques associés a été approuvé par arrêté inter-préfectoral le 11 juin 2013.

Il constitue un outil privilégié de mise en œuvre de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE). Il s'inscrit dans la ligne directrice du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Seine-Normandie, qu'il décline et précise localement.

Objectifs spécifiques	Etat du projet
Objectif spécifique n°1 : Gérer quantitativement la ressource	Le projet de création d'un bâtiment à usage d'entrepôts engendrera de faibles consommations d'eau.
Objectif spécifique n°2 : Assurer durablement la qualité de la ressource	Les rejets aqueux ne seront pas effectués dans le milieu naturel.  Le site, n'est pas localisé dans l'emprise d'un périmètre de protection de captage d'eau potable.
Objectif spécifique n°3 : Protéger le milieu naturel	Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur hydrocarbures.  Les eaux usées sont dirigées vers le réseau d'assainissement.
Objectif spécifique n°4 : Prévenir et gérer les risques de ruissellement et d'inondation	L'installation ne se situe pas dans une zone à risque d'inondation, ni dans une zone humide.
Objectif spécifique n°5 : Partager et appliquer le SAGE	-

**Le projet est compatible avec les objectifs généraux du SAGE de la nappe de Beauce et de ses milieux aquatiques associés.**

### III. PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE ILE-DE-FRANCE

La loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle des Energies de 1996 (dite loi LAURE) fixe les modalités d'élaboration d'un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) pour toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants dont les polluants dépassent les valeurs limites.

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie du 30 décembre 1996 (Loi LAURE) définit :

- le droit à respirer un air qui ne nuise pas à la santé
- le droit à l'information sur la qualité de l'air et ses effets
- la responsabilité de chacun
- l'obligation de surveillance
- les objectifs de qualité d'air fixés par l'État
- des instruments de planification destinés à réduire la pollution atmosphérique et ses effets.

Cette planification s'articule de la manière suivante :

**Les «Plans Régionaux pour la Qualité de l'Air» - PRQA** - qui établissent le constat régional et fixent des préconisations.

Le PRQA Ile-de-France s'étend sur la période de 2016 à 2021 et fixe des enjeux ambitieux pour la région :

- Impulser l'innovation autour de la qualité de l'air afin de structurer les entreprises innovantes dans le domaine de la qualité de l'air ;
- Diminuer les émissions liées aux consommations d'énergie dans les bâtiments ;
- Prendre en compte les enjeux de qualité de l'air intérieur dans la construction et la réhabilitation ;
- Diminuer les émissions liées aux transports et à la mobilité ;
- Agir dans le domaine agriculture et forestier notamment en valorisant la biomasse forestière et en accompagnant l'investissement dans des matériels permettant de réduire le recours aux pesticides ;
- Développer la formation professionnelle des acteurs amenés à intervenir dans le domaine de la qualité de l'air et ainsi assurer l'exemplarité de la région Ile-de-France.

**Les «Plans de Déplacements Urbains» - PDU** - qui définissent les mesures spécifiques aux agglomérations et aux questions de pollution automobile.

Pour l'agglomération parisienne, le PDU Ile-de-France (PDUIF) a été signé par le préfet de région le 5 juin 2014 et a été approuvé le 19 juin 2014. Ce document stratégique fixe des objectifs de déplacements à l'horizon 2020 :

- un accroissement de 20 % des déplacements en transports collectifs ;
- un accroissement de 10 % des déplacements en modes actifs (vélo et marche) ;
- une diminution de 2 % des déplacements en voiture et 2 roues motorisées.

**Les «Plans de Protection de l'Atmosphère» - PPA** - qui définissent les contraintes réglementaires locales. Ils précisent les mesures permanentes et temporaires prises lors d'une procédure d'alerte, arrêtées par le Préfet de Région.

Le Plan de protection de l'atmosphère (PPA) d'Ile-de-France a été approuvé par arrêté inter-préfectoral du 31 janvier 2018. **La commune du Plessis Pâté figure dans la liste des communes situées dans la zone sensible pour la qualité de l'air en Ile-de-France.**

Le PPA d'Ile-de-France est organisé autour de 11 mesures réglementaires :

- **REG1:** Obliger les principaux pôles générateurs de trafic à réaliser un plan de déplacements d'établissement ;
- **REG2 :** Imposer des valeurs limites d'émissions pour toutes les installations fixes de chaufferies collectives ;
- **REG3 :** Limiter les émissions de particules dues aux équipements individuels de combustion du bois ;
- **REG4 :** Gestion des dérogations relatives à l'interdiction de brûlage à l'air libre des déchets verts ;
- **REG5 :** Réduire les émissions de particules dues aux groupes électrogènes ;
- **REG6 :** Améliorer la connaissance et la mesure des émissions industrielles ;
- **REG7 :** Interdire les épandages par pulvérisation quand l'intensité du vent est strictement supérieure à 3 Beaufort ;
- **REG8 :** Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air à retrouver dans les documents d'urbanisme ;
- **REG9 :** Définir les attendus relatifs à la qualité de l'air à retrouver dans les études d'impact ;
- **REG10 :** Mettre en œuvre la réglementation limitant l'utilisation des moteurs auxiliaires de puissance (APU) lors du stationnement des aéronefs sur les aéroports de Paris-Charles de Gaulle, Paris Orly et Paris Le Bourget ;
- **REG 11 :** Diminuer les émissions en cas de pointe de pollution.

Le site n'est concerné par aucune de ces mesures, du fait de son activité (stockage de matières dans des entrepôts).

**Le projet est compatible avec le Plan de Protection de l'Atmosphère Ile-de-France.**

## **IV. PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS**

Le Plan National de Prévention des Déchets, qui couvre la période 2014-2020, s'inscrit dans le contexte de la directive-cadre européenne sur les déchets (directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008), qui prévoit une obligation pour chaque État membre de l'Union européenne de mettre en œuvre des programmes de prévention des déchets.

Ce plan cible toutes les catégories de déchets (déchets minéraux, déchets dangereux, déchets non dangereux non minéraux), de tous les acteurs économiques (déchets des ménages, déchets des entreprises privées de biens et de services publics, déchets des administrations publiques).

Il couvre 13 axes stratégiques, regroupant 55 actions, qui reprennent l'ensemble des thématiques associées à la prévention des déchets :

- Responsabilité élargie des producteurs ;
- Durée de vie et obsolescence programmée ;
- Prévention des déchets des entreprises ;
- Prévention des déchets dans le BTP ;
- Réemploi, réparation, réutilisation ;
- Biodéchets ;
- Lutte contre le gaspillage alimentaire ;
- Actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable ;
- Outils économiques ;
- Sensibilisation ;
- Déclinaison territoriale ;
- Administrations publiques ;
- Déchets marins.

Pour information, ce plan est en cours de révision. Une version projet du Plan National de Prévention des Déchets a été émise en avril 2019 afin de permettre la consultation du public.

L'activité du site générera peu de déchets. Les déchets seront entreposés dans des conteneurs distincts afin d'être envoyés dans des filières adaptées, en respect avec la réglementation en vigueur et en accord avec les objectifs relatifs à la prévention et à la gestion déchets.

**Le projet est compatible avec les axes stratégiques du Plan National de Prévention des Déchets.**

## **V. PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS (PRPGD)**

Le Conseil Régional d'Ile-de-France a approuvé le Plan Régional de Prévention des Déchets (PRPGD) et son rapport environnemental associé par délibération du 21 novembre 2019.

Le PRPGD est un document de planification stratégique porté et animé par la Région Ile de France, qui coordonne à l'échelle régionale l'ensemble des actions de prévention et de gestion des déchets menées par tous les acteurs du territoire (collectivités, entreprises, éco-organismes, habitants...).



Ce document propose une analyse prospective du gisement des déchets produits sur le territoire francilien à horizon 6 et 12 ans à laquelle il associe un plan d'action en faveur de la prévention des déchets ainsi qu'une série de mesures cadres destinées à optimiser leur gestion.

### **Les grandes orientations du PRPGD**

1. Lutter contre les mauvaises pratiques ;
2. Assurer La transition vers l'économie circulaire ;
3. Mobilisation générale pour réduire nos déchets : mieux produire, mieux consommer, lutter contre les gaspillages ;
4. Mettre le cap sur Le « zéro déchet enfoui » : réduire le stockage ;
5. Relever le défi du tri et du recyclage matière et organique ;
6. La valorisation énergétique : une contribution à la réduction du stockage et un atout francilien spécifique ;
7. Mettre l'économie circulaire au cœur des chantiers ;
8. Réduire la nocivité des déchets dangereux et mieux capter les déchets dangereux diffus ;
9. Prévenir et gérer les déchets issus de situations exceptionnelles.

**Le projet est compatible avec les grandes orientations du PRPGD.**